



Le 19 décembre 2017

EXCUSES ET JUSTICE POUR LA COMMUNAUTÉ LGBTQ

**Le 29 novembre 2017, le
premier ministre Trudeau a fait
une annonce historique.**

De nombreuses personnes ont accueilli avec enthousiasme les excuses du gouvernement à l'égard des crimes commis pour des raisons liées à l'orientation et à l'identité sexuelles. Cependant, si l'on en juge par ce qui s'est produit dans le cas des peuples autochtones, la formulation d'excuses constitue l'étape la plus facile de la démarche de réconciliation. La société coloniale dominante est bonne pour présenter des excuses. Toutefois, c'est le suivi qui est la véritable mesure du succès. Les excuses ne font que permettre à l'opresseur de se soulager la conscience en avouant ses torts. Les excuses ne suffisent pas.

Près de la moitié des pays n'ont pas de politiques sur les droits de la communauté LGBTQ. Au contraire, ils refusent ouvertement de reconnaître des droits aux membres de cette communauté. Or, le Canada entretient des relations commerciales avec un grand nombre de ces pays. Partout dans le monde, nous avons des camarades qui doivent encore lutter pour ne pas subir de châtiments ou être assassinés.

Prenons l'exemple de l'Arabie saoudite, un allié du Canada qui viole les droits de la personne en toute impunité.

Les droits LGBTQ y sont considérés comme immoraux et indécents. Le travestissement, les relations homosexuelles et d'autres formes d'expression donnent lieu à des châtiments corporels, comme des coups de fouet, et à des exécutions. Il y a lieu de se demander si la formulation d'excuses au pays suffit, alors que le Canada procure des armes, des machines à tuer et des investissements à un régime aussi despotique qui n'hésite pas à exécuter tout membre de la communauté LGBTQ.

À ce sujet, Gary Kinsman, universitaire et coauteur du livre *The Canadian War on Queers*, a eu l'amabilité de présenter aux travailleuses et travailleurs des postes l'analyse suivante :

« Les excuses, l'annonce d'une indemnisation et le dépôt d'un projet de loi visant à radier les dossiers criminels des Canadiennes et Canadiens trouvés jadis coupables d'avoir eu des rapports sexuels consensuels avec une personne du même sexe sont historiques. Toutefois, ils auraient dû avoir lieu il y a des décennies. »

/...2



« Je ne peux m'empêcher de penser aux nombreuses personnes décédées qui auraient eu besoin de ces mesures. Ces dernières découlent, non pas de la bonté du gouvernement libéral, mais plutôt de la longue histoire de survie et de résistance de la communauté LGBTQ. Elles ne constituent que des premiers pas et comportent d'importantes lacunes. Par exemple, le projet de loi ne couvre pas des questions comme la législation sur les maisons de débauche (aux termes de laquelle ont été effectuées des descentes dans des bains publics, la descente dans le bar Truxx et une opération de nettoyage à Montréal et à Ottawa en vue des Jeux olympiques de 1976). »


« Il est également crucial de ne pas se contenter d'accepter des excuses qui ne remettent pas en question les pratiques constantes du Canada en matière de sécurité nationale, auxquelles le STTP oppose une importante résistance. L'objectif n'est pas de permettre aux membres de la communauté LGBTQ de servir le « Canada » tel qu'il existe, mais plutôt d'instaurer tous les aspects de la justice sociale, y compris l'autodétermination nationale et les droits fonciers des peuples autochtones, l'élimination de toutes les formes de racisme, y compris, et surtout, le racisme à l'égard des personnes de race noire, et l'abolition du militarisme et du colonialisme. »

Selon M. Kinsman, il nous faut :

- Mettre fin à l'interdiction de donner du sang et à la criminalisation dont font l'objet les personnes séropositives au VIH et les travailleurs et travailleuses du sexe;
- Éliminer les dispositions du *Code criminel* et les pratiques policières qui sont discriminatoires à l'égard des membres de la communauté LGBTQ;
- Mettre fin à la violence à l'endroit des jeunes LGBTQ et aux formes combinées d'oppression fondées sur la classe, la pauvreté, la race, le sexe, les capacités, l'âge, la séropositivité au VIH, etc. dont sont victimes les personnes de la communauté LGBTQ.

Nous souhaitons rendre hommage à toutes les personnes, décédées ou vivantes, qui nous ont amenés à cette étape. Ce n'est que le début d'une longue démarche. La lutte continue.

Solidarité,



Dave Bleakney
2^e vice-président national

2015-2019/Bulletin n° 291

/bt rg sepb 225
/fb scfp 1979